

UMICORE

Société anonyme

ayant son siège social à Bruxelles (1000 Bruxelles), rue du Marais, 31.

Arrondissement judiciaire de Bruxelles

Registre des Personnes Morales, numéro 0.401.574.852

COORDINATION DES STATUTS AU 26 SEPTEMBRE 2014

Constituée sous la dénomination «ATELIERS DE CONSTRUCTIONS ELECTRIQUES DE CHARLEROI» suivant acte du notaire Edouard VAN HAL TEREN, à Bruxelles, en date du sept juillet mil neuf cent quatre, publié aux Annexes au Moniteur belge des vingt-deux/vingt-trois juillet mil neuf cent quatre, sous le numéro 3899.

Dont les statuts ont été modifiés à diverses reprises suivant actes réalisés :

-le vingt-six avril mil neuf six (Annexes au Moniteur belge du dix-sept mai mil neuf cent six -numéro 2747);

-le trente septembre mil neuf cent neuf (Annexes au Moniteur belge du dix octobre mil neuf cent neuf -numéro 5650);

-le dix novembre mil neuf cent neuf (Annexes au Moniteur belge du vingt-cinq novembre mil neuf cent neuf -numéro 6609);

-le vingt-sept avril mil neuf cent onze (Annexes au Moniteur belge du onze mai mil neuf cent onze -numéro 3199);

-le dix-sept décembre mil neuf cent douze (Annexes au Moniteur belge du vingt-deux décembre mil neuf cent douze -numéro 8016);

-le trente décembre mil neuf cent douze (Annexes au Moniteur belge du neuf janvier mil neuf cent treize -numéro 194);

-le quinze décembre mil neuf cent dix-neuf (Annexes au Moniteur belge des vingt-neuf/trente décembre mil neuf cent dix-neuf -numéro 11518);

-le onze mars mil neuf cent vingt (Annexes au Moniteur belge du deux avril mil neuf cent vingt -numéro 3291);

-le dix-neuf novembre mil neuf cent vingt et un (Annexes au Moniteur belge du sept décembre mil neuf cent vingt et un -numéro 11851);

-le quinze décembre mil neuf cent vingt-quatre (Annexes au Moniteur belge des deux/trois janvier mil neuf cent vingt-cinq -numéro 53);

-le deux décembre mil neuf cent vingt-neuf (Annexes au Moniteur belge du dix-huit décembre mil neuf cent vingt-neuf -numéro 18832);

-le quatorze octobre mil neuf cent quarante-deux (Annexes au Moniteur belge du vingt-neuf octobre mil neuf cent quarante-deux -numéro 13048);

-le vingt-trois mai mil neuf cent quarante-six (Annexes au Moniteur belge du treize juin mil neuf cent quarante-six -numéro 12584);

-le dix-neuf décembre mil neuf cent quarante-sept (Annexes au Moniteur belge du quatre janvier mil neuf cent quarante-huit -numéro 240);

-le vingt-trois janvier mil neuf cent cinquante-deux (Annexes au Moniteur belge du neuf février mil neuf cent cinquante-deux -numéro 2009);

-le dix-huit avril mil neuf cent cinquante-six (Annexes au Moniteur belge du

treize mai mil neuf cent cinquante-six -numéro 11151);

-le vingt-deux mai mil neuf cent cinquante-huit (Annexes au Moniteur belge du quatorze juin mil neuf cent cinquante-huit -numéro 16500);

-le vingt-sept mai mil neuf cent soixante (Annexes au Moniteur belge des dix-huit juin mil neuf cent soixante -numéro 17279 et quatre août mil neuf cent soixante -numéro 23783bis);

-le trente décembre mil neuf cent soixante (Annexes au Moniteur belge du treize janvier mil neuf cent soixante et un -numéro 285);

-le onze février mil neuf cent septante (Annexes au Moniteur belge du vingt-six février mil neuf cent septante -numéro 527-1);

-le vingt-huit mai mil neuf cent septante (Annexes au Moniteur belge du dix-huit juin mil neuf cent septante -numéro 1816-1);

-le trente mars mil neuf cent septante-neuf (Annexes au Moniteur belge du vingt-sept avril mil neuf cent septante-neuf -numéro 701-7);

-le vingt-six mars mil neuf cent quatre-vingt-six, acte contenant changement de la dénomination en «ACEC» (Annexes au Moniteur belge du vingt-six avril mil neuf cent quatre-vingt-six -numéro 860426-155);

-le onze juillet mil neuf cent quatre-vingt-six (Annexes au Moniteur belge du sept août mil neuf cent quatre-vingt-six -numéros 860807-58 et 59).

Les statuts ont été modifiés ensuite suivant actes :

-des notaires Thierry VAN HALTEREN, à Bruxelles, et Xavier Carly, à Ixelles, en date du vingt-six juillet mil neuf cent quatre-vingt-neuf, acte contenant notamment changement de la dénomination en «ACEC-UNION MINIERE», publié aux Annexes au Moniteur belge sous le numéro 890825-192;

-des notaires Thierry VAN HALTEREN et Jean-Luc INDEKEU, tous deux à Bruxelles, à l'intervention du notaire Jean-Louis JEGHERS, à Liège, en date du vingt-huit décembre mil neuf cent quatre-vingt-neuf, publié aux Annexes au Moniteur belge sous le numéro 900127-70 ;

-suivant acte dudit notaire VAN HALTEREN, du treize mai mil neuf cent nonante-deux, publié aux dites Annexes sous le numéro 920616-316, acte portant changement de la dénomination en «n.v. UNION MINIERE s.a.».

Dont le siège social a été transféré suivant décision du conseil d'administration du seize septembre mil neuf cent nonante-trois, publiée aux dites Annexes sous le numéro 931026-159.

Les statuts ont été modifiés suivant actes dudit notaire VAN HALTEREN :

-du premier décembre mil neuf cent nonante-quatre, publié aux Annexes au Moniteur belge sous le numéro 950103-21, acte modifiant les actions AFV en actions VVPR;

-du dix mai mil neuf cent nonante-cinq, publié aux Annexes au Moniteur Belge sous le numéro 950617-184, acte renouvelant des autorisations en matière d'utilisation du capital autorisé et d'acquisition d'actions propres.

Dont le siège social a été transféré à l'adresse actuelle suivant décision du conseil d'administration du vingt et un mars mil neuf cent nonante-six, publiée aux dites Annexes sous le numéro 960423-187.

Les statuts ont été modifiés suivant actes dudit notaire VAN HALTEREN :

-du vingt-huit mars mil neuf cent nonante-sept, publié aux Annexes au Moniteur belge sous le numéro 970425-376 ;

-du quatorze mai mil neuf cent nonante-sept, publié aux Annexes au Moniteur belge sous le numéro 970604-432 ;

-du trente juin mil neuf cent nonante-sept, publié aux Annexes au Moniteur

belge sous le numéro 970716-79 ;

-du vingt-quatre juillet mil neuf cent nonante-sept, publié aux Annexes au Moniteur belge sous le numéro 970821-16 ;

-du trente septembre mil neuf cent nonante-sept, publié aux Annexes au Moniteur belge sous le numéro 971023-78 ;

-du trente et un mars mil neuf cent nonante-huit, publié aux Annexes au Moniteur belge sous le numéro 980418-435 ;

-du trente juin mil neuf cent nonante-huit, publié aux Annexes au Moniteur belge sous le numéro 980723-363 ;

-du dix mai deux mille, publié aux Annexes au Moniteur belge sous le numéro 20000606-175 ;

-du trente mars deux mille un, publié aux Annexes au Moniteur belge sous le numéro 20010428-356 ;

-du trois septembre deux mille un, acte contenant changement de la dénomination en «UMICORE», publié aux Annexes au Moniteur belge sous le numéro 20010927-233 ;

-du vingt et un décembre deux mille un, publié aux Annexes au Moniteur belge sous le numéro 20020123-64 ;

-du neuf avril deux mille trois, publié au Moniteur belge sous le numéro 2003-04-30/0049398.

Les statuts ont été modifiés suivant actes du notaire **Damien HISETTE**, à Bruxelles :

-du vingt-cinq novembre deux mille trois, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 20031215/0132548.

-du quatre décembre deux mille trois, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 20031224/143034.

-du cinq novembre deux mille quatre, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 20041206/0166880.

-du huit décembre deux mille quatre, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 20041231/0183991.

-du dix janvier deux mille cinq, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 20050208/023438

-du neuf février deux mille cinq, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 20050302/033840

-du onze mars deux mille cinq, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 20050405049781.

Les statuts ont été modifiés suivant acte du notaire **Katrin ROGEMAN**, à Bruxelles :

-du huit avril deux mille cinq, en cours de publication aux annexes au Moniteur belge.

Les statuts ont été modifiés suivant actes du notaire **Damien HISETTE**, à Bruxelles :

-du vingt-sept avril deux mille cinq, en cours de publication aux annexes au Moniteur belge,

-du vingt-huit avril deux mille cinq, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 20050526-073851.

-du douze octobre deux mille cinq, publié aux Annexes au Moniteur belge sous le numéro 20051109-161078.

-du vingt-trois décembre deux mille cinq, publié aux Annexes au Moniteur belge sous le numéro 20060209 030031.

- du vingt et un avril deux mille six, publié aux Annexes au Moniteur belge sous le numéro 20060512-081293.
- du vingt-quatre octobre deux mille six, publié aux Annexes au Moniteur belge sous le numéro 20061113/171210.
- du huit décembre deux mille six, publié aux Annexes au Moniteur belge sous le numéro 20070103/001026.
- du vingt avril deux mille sept, publié aux Annexes au Moniteur belge sous le numéro 20070510/0068134.
- du vingt-cinq avril deux mille sept, publié aux Annexes au Moniteur belge sous le numéro 20070604/078609.
- du seize novembre deux mille sept, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 20071211/177631.
- du cinq février deux mille huit, suivi du vingt-neuf février deux mille huit, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 20080228-0032409.
- du neuf décembre deux mille huit, publié aux Annexes au Moniteur belge sous les numéros 20090105-1217 et 1218.
- du vingt-six avril deux mille onze, **publié aux Annexes au Moniteur belge sous le numéro 2011-06-10/0086671.**
- pour la dernière fois, du vingt-six septembre deux mille quatorze, en cours de publication aux annexes au Moniteur belge.**

Article 1.- Dénomination.

La société est anonyme. Elle est dénommée «UMICORE».

Elle est une société faisant ou ayant fait publiquement appel à l'épargne.

Article 2.- Siège social.

Le siège social est établi à Bruxelles (1000 Bruxelles), rue du Marais, 31. Il peut être transféré en tout autre endroit en Belgique par décision du conseil d'administration, qui a tous pouvoirs aux fins de faire constater authentiquement la modification des statuts qui en résulte.

La société peut, par décision du conseil d'administration, établir, tant en Belgique qu'à l'étranger, des filiales, succursales, sièges d'exploitations, sièges administratifs, agences et dépôts.

Article 3.- Objet.

La société a pour objet :

1) l'étude, la fabrication, la construction, l'achat, la vente, l'installation, l'entretien et la réparation de tous objets, engins et appareils électriques, électroniques, nucléaires, mécaniques ou hydrauliques généralement quelconques et de tous accessoires, ainsi que la préparation et la transformation des matières premières nécessaires à son industrie;

2) la recherche, la création, l'acquisition, l'exploitation et la gestion pour son compte ou pour le compte de tiers, de toutes activités ou entreprises minières, métallurgiques, chimiques, de production de matériaux et de systèmes utilisant ceux-ci, ainsi que la conception, l'étude, la construction, l'approvisionnement, la mise en marche et l'expertise d'installations industrielles;

3) le commerce des produits résultant de telles activités ainsi que du matériel et des approvisionnements destinés à l'extraction ou à la fabrication de ces produits, de même que toutes opérations, pour compte propre ou pour compte de tiers, relatives au commerce, à l'entreposage, à la manutention et au transport de tous produits.

Elle peut prêter tous services mettant en œuvre les moyens dont elle dispose pour réaliser son objet.

Elle peut prendre et exploiter tous brevets se rapportant directement et accessoirement à son industrie; elle peut également acquérir par achat, apport ou de toute autre manière, de semblables brevets ou licences et les exploiter.

Elle peut exercer toutes activités immobilières sous quelque forme juridique que ce soit en ce compris l'achat, la vente, la location, l'affermage, l'émission de certificats de rente immobilière ou de certificats fonciers ou la gestion d'immeubles.

Elle peut faire toutes opérations industrielles, financières et commerciales se rattachant directement ou indirectement aux objets énoncés ci-dessus et notamment demander, acquérir ou céder toutes concessions.

Outre les activités décrites dans les alinéas qui précèdent, la société a également pour objet de s'intéresser par voie d'apport, de fusion, d'absorption, de souscription, de participation ou de toute autre manière et de prêter plus généralement son concours financier sous quelque forme que ce soit, à toute entreprise, association ou société ayant un objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser la réalisation de son objet.

La société peut réaliser son objet, en Belgique et à l'étranger, directement ou indirectement, en son nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés,

associations, établissements dans lesquels elle détient un intérêt.

Article 4.- Durée

La société existe pour une durée illimitée.

Article 5.- Capital.

Le capital social s'élève à cinq cent millions d'euros (EUR 500.000.000). Il est représenté par cent douze millions (112.000.000) d'actions entièrement libérées et sans désignation de valeur nominale.

Article 6.- Capital autorisé.

Aux termes d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire du 26 avril 2011, le conseil d'administration est autorisé, pour une période de cinq ans à dater de la publication aux annexes au Moniteur belge de la décision précitée, à augmenter le capital social à concurrence d'un montant maximum d'EUR 50.000.000 (cinquante millions d'euros) selon les modalités qu'il définira.

Le conseil peut réaliser cette augmentation en une ou plusieurs fois, tant par apports en numéraire que, sous réserve des restrictions légales, par apports en nature, ainsi que par incorporation de réserves disponibles ou indisponibles ou de primes d'émission, avec ou sans création de titres nouveaux. Ces augmentations peuvent donner lieu à l'émission d'actions avec droit de vote, d'obligations convertibles, ainsi que de droits de souscription ou autres valeurs mobilières, attachés ou non à d'autres titres de la société ou attachés à des titres émis par une autre société. Le conseil peut décider que les titres nouveaux revêtiront la forme nominative ou dématérialisée.

Le conseil peut, à cette occasion, limiter ou supprimer le droit de préférence des actionnaires, dans l'intérêt social et moyennant le respect des conditions légales, en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées, qui le cas échéant ne sont pas membres du personnel de la société ou de ses filiales.

Si l'augmentation de capital comporte une prime d'émission, le montant de cette prime sera affecté à une réserve indisponible dénommée {(prime d'émission)} dont elle ne pourra être extraite en tout ou en partie que pour être incorporée au capital, le cas échéant par une décision du conseil d'administration faisant usage de l'autorisation que lui confère le présent article, ou pour être réduite ou supprimée par une décision de l'assemblée générale conformément à l'article 612 du Code des sociétés.

Article 7.- Forme et propriété des titres - Libération des actions.

Les actions non entièrement libérées sont nominatives. Les actions entièrement libérées et autres titres de la société sont nominatifs ou dématérialisés. Les actionnaires peuvent à tout moment demander la conversion, à leurs frais, de leurs actions entièrement libérées d'une forme à l'autre, dans les limites des dispositions légales et sans préjudice des dispositions figurant à la dernière phrase du deuxième paragraphe de l'article 6.

Les titres dématérialisés sont représentés par une inscription au nom de son propriétaire dans un compte tenu par un teneur de compte agréé ou par l'organisme de liquidation. Le transfert d'un titre dématérialisé s'opère par l'enregistrement d'un compte à un autre compte. Le nombre de titres dématérialisés en circulation est enregistré au nom de l'organisme de liquidation, par catégorie de titre, dans le registre des actionnaires nominatifs de la société.

Un registre pour chaque catégorie d'actions nominatives est tenu au siège social de la société. Ce registre peut être tenu sous forme électronique. Tout actionnaire peut prendre connaissance du registre dans lequel sont inscrites ses actions. Le conseil d'administration peut confier à un tiers de son choix la tenue électronique de ces registres d'actions nominatives.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par titre. Si un titre fait l'objet de droits concurrents, pour raison de copropriété ou de démembrement du droit de propriété, l'exercice des droits y afférents est suspendu jusqu'à ce que les titulaires des divers droits aient désigné une seule personne comme étant, à l'égard de la société, propriétaire du titre.

Les versements à opérer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription le sont dans la mesure, aux dates et lieux indiqués dans l'acte d'augmentation de capital ou, à défaut, déterminés par le conseil d'administration et communiqués à l'actionnaire par lettre recommandée valant mise en demeure. Tout versement opéré par un actionnaire propriétaire de plusieurs actions est imputé par répartition entre toutes celles-ci, dans la proportion du total des sommes à libérer sur l'ensemble de celles-ci. Le défaut de versement au plus tard à la date fixée, entraîne de plein droit la déduction d'un intérêt de retard calculé au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique, augmenté de deux pour-cent, à partir du jour de l'exigibilité. En cas de non-paiement à la date fixée, le conseil peut, quinze jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée ou par exploit d'huissier de justice signifié à l'actionnaire défaillant, et sans autre procédure mais sans préjudice de l'exercice d'autres droits et procédures, faire vendre en bourse les actions pour lesquelles les versements n'ont pas été faits. Le produit de la vente, déduction faite des frais, devient propriété de la société à concurrence de ce qui lui reste dû en principal et intérêts, le solde non apuré restant exigible.

Article 8.- Déclaration des participations importantes.

Toute personne physique ou morale qui acquiert des titres, représentatifs ou non du capital, doit déclarer à la société et à l'**Autorité des services et marchés financiers (FSMA)** le nombre de titres qu'elle possède directement, indirectement ou de concert avec une ou plusieurs autres personnes, lorsque ces titres lui confèrent des droits de vote atteignant une quotité de trois pour cent ou plus du total des droits de vote existant au moment de la réalisation de la situation donnant lieu à la déclaration.

Toute acquisition additionnelle ou toute cession de titres, intervenue dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent, doit également faire l'objet d'une déclaration à la société et à l'**Autorité des services et marchés financiers (FSMA)** lorsqu'à la suite d'une telle opération les droits de vote afférents aux titres sont portés au-delà, ou tombent en dessous du premier seuil de trois pour cent ou de tout seuil suivant de cinq pour cent ou de multiples de cinq pour cent, respectivement, du total des droits de vote existant au moment de la réalisation de l'opération donnant lieu à la déclaration.

Les déclarations relatives à l'acquisition ou à la cession de titres effectuée conformément aux dispositions du présent article, doivent être adressées à l'**Autorité des services et marchés financiers (FSMA)** conformément à leurs instructions, et, par voie électronique, à la société, au plus tard dans un délai de quatre jours de cotation, commençant le jour de cotation qui suit le jour de la réalisation de l'acquisition ou de la cession qui y donne lieu.

La société rendra publiques toutes les informations contenues dans la déclaration qu'elle aura reçue, au plus tard dans les trois jours de cotation qui suivent la réception de la déclaration.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, le présent article est régi par les termes et conditions de la loi et de l'arrêté royal en vigueur relatifs à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse, ainsi que par les articles 514 à 516, 534 et 545 du Code des Sociétés, le premier seuil légal de cinq pour cent étant remplacé par le seuil de trois pour cent, les seuils légaux de cinq pour cent et tout multiple de cinq pour cent étant maintenus pour toute acquisition ou toute cession de titres additionnelle.

Article 9.- Aliénation d'actions propres - Habilitation générale d'aliénation d'actions propres

Le conseil d'administration est habilité de façon générale, en application de l'article 622, paragraphe 2, alinéa 2, 1° du Code des Sociétés, à aliéner en bourse ou de toute autre manière les actions propres de la société inscrites au premier marché de la bourse. Les sociétés filiales visées à l'article 627 du Code des Sociétés sont également habilitées de façon générale à aliéner en bourse ou de toute autre manière les actions de la société détenues par ces filiales.

Article 10.- Composition du conseil d'administration.

La société est administrée par un conseil d'administration composé de six administrateurs au moins, nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période qui ne peut excéder quatre ans et fixée de manière telle que leur mandat vient à expiration à l'issue d'une assemblée générale ordinaire. Les administrateurs sont rééligibles.

Le conseil peut choisir parmi ses membres un président et un ou plusieurs vice-présidents. Le président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, un vice-président ou, à défaut, un membre désigné par les autres membres présents, préside les réunions du conseil.

Si un administrateur cesse pendant six mois de prendre part ou d'être représenté aux réunions du conseil, il peut être réputé démissionnaire, et il peut être procédé, en ce cas, à son remplacement.

L'assemblée générale peut, soit fixer le montant global des émoluments attribués aux administrateurs, qui se le répartissent entre eux, soit allouer à chaque administrateur une indemnité fixe.

Article 11.- Réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunit, sur convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans la convocation. Celle-ci est envoyée par lettre ordinaire, télégramme, télex ou télécopie, au moins huit jours avant la date de la réunion, sauf cas d'urgence justifié au procès-verbal.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner parmi ses associés, gérants, administrateurs ou travailleurs, un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale conformément à l'article 61, paragraphe 2 du Code des Sociétés.

Tout administrateur empêché ou absent peut donner mandat à un autre administrateur pour le représenter à une réunion du conseil d'administration et y voter en ses lieu et place. La preuve du mandat sera établie, au début de la réunion,

par la production de l'original d'une procuration signée par le mandant ou d'une télécopie de l'original, celui-ci devant alors être transmis sans délai. Les procurations sont jointes au procès-verbal de la réunion. Un administrateur ne peut représenter plus d'un de ses collègues.

Le conseil ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée à la réunion. Les décisions sont prises à la majorité des votes exprimés. En cas de partage, le vote de celui qui préside la réunion est prépondérant.

Les réunions peuvent prendre la forme de réunions téléphoniques (conference calls) ou de vidéo conférences. Les administrateurs prenant part à la réunion du Conseil par ces moyens sont considérés comme présents à la réunion.

Les décisions prises sont consignées dans des procès-verbaux, dont l'original est signé par deux des administrateurs ayant pris personnellement part à la réunion, et qui sont conservés dans un registre spécial. Les copies ou extraits des procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par deux administrateurs ou par un délégué à la gestion journalière.

Dans les cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit. Il ne pourra cependant pas être recouru à cette procédure pour l'arrêt des comptes annuels ni l'utilisation du capital autorisé.

Article 12.- Administration et gestion journalière.

Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.

Il peut instituer tous comités, permanents ou non, dont les membres sont choisis dans ou hors de son sein. Il détermine les attributions et les pouvoirs de ces comités, en règle le fonctionnement et fixe la rémunération éventuelle de ses membres. En particulier, le comité d'audit instauré par le conseil d'administration sera chargé, notamment, d'assurer un suivi permanent des devoirs accomplis par le commissaire.

Il peut déléguer la gestion journalière et, le cas échéant, la représentation de la société dans le cadre de cette gestion, à une ou plusieurs personnes agissant seules ou conjointement, avec pouvoir de subdélégation. Il choisit les délégués à cette gestion dans ou hors de son sein, les nomme et les révoque, détermine leurs pouvoirs et leurs attributions, et fixe leur rémunération éventuelle.

Le conseil, ainsi que les délégués à la gestion journalière dans le cadre de cette gestion, peuvent en outre conférer des pouvoirs spéciaux ou déterminés à une ou plusieurs personnes de leur choix.

Article 13.-Comité de direction.

Le conseil d'administration est autorisé à instaurer un comité de direction conformément à l'article 524bis du Code des Sociétés, composé d'administrateurs et/ou non-administrateurs.

Sans préjudice de l'article 12 concernant la gestion journalière, le conseil d'administration est autorisé à transférer l'ensemble ou partie de ses pouvoirs d'administration à un tel comité de direction, à l'exception 1) de la stratégie générale de la société, 2) des pouvoirs exclusivement conférés au conseil d'administration par la loi ou les statuts, 3) de la supervision du comité de direction et 4) de toutes décisions ou opérations auxquelles l'article 524ter du Code des Sociétés est

applicable, auquel cas la procédure prévue par l'article 524ter, paragraphe 2 sera suivie.

Dans le cas où un comité de direction est constitué, le conseil d'administration déterminera toutes les conditions de la nomination et la démission de ses membres, leur éventuelle rémunération et la durée de leur mandat. Le conseil d'administration fixera également le règlement d'ordre intérieur concernant l'organisation et le fonctionnement du comité de direction et son obligation de rapporter au conseil d'administration.

Article 14.- Représentation.

La société est valablement représentée en justice et dans tous les actes juridiques, y compris ceux où interviennent un fonctionnaire public ou un officier ministériel:

- soit par le conseil d'administration;
- soit par deux administrateurs agissant conjointement;
- soit, dans les limites de la gestion journalière, par le ou les délégué(s) à cette gestion, agissant seul(s) ou conjointement;
- soit, dans le cas où un comité de direction est constitué, par un administrateur et un membre du comité de direction agissant conjointement ou, dans les limites des pouvoirs conférés audit comité, par deux membres du comité de direction agissant conjointement.

Elle est en outre valablement représentée, dans les limites de leur mandat, soit par des mandataires spéciaux désignés par le conseil d'administration, par deux administrateurs ou, dans les limites de la gestion journalière, par un délégué à cette gestion, soit, dans le cas où un comité de direction est constitué, par tous mandataires spéciaux désignés par ledit comité.

Article 15.- Contrôle de la société.

Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard du Code des Sociétés et des présents statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels, est confié à un ou plusieurs commissaires nommés pour trois ans par l'assemblée générale, parmi les membres personnes physiques ou morales de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises.

Leurs émoluments consistent en une somme fixe, établie au début de leur mandat et pour la durée de celui-ci, par l'assemblée générale des actionnaires.

Article 16.- Convocation des assemblées générales.

Une assemblée générale des actionnaires, dite « ordinaire », se tient chaque année, le dernier mardi d'avril à dix-sept heures, au siège social de la société ou à tout endroit en Belgique désigné dans la convocation.

Les autres assemblées générales se tiennent au jour, à l'heure et à l'endroit indiqués dans la convocation.

Article 17.- Admission aux assemblées.

a) Conditions d'admission:

Le droit de participer à l'assemblée générale et d'y exercer le droit de vote est subordonné à l'enregistrement comptable des actions au nom de l'actionnaire le quatorzième (14^{ième}) jour calendrier qui précède l'assemblée générale des actionnaires, à vingt-quatre heures (heure belge) (la « Date d'Enregistrement»), soit par leur inscription sur le registre des actions nominatives de la société, soit par leur

inscription dans les comptes d'un teneur de compte agréé ou d'un organisme de liquidation, sans qu'il soit tenu compte du nombre d'actions détenues le jour de l'assemblée générale des actionnaires.

L'actionnaire indique à la société (ou à la personne que la société a désignée à cette fin) sa volonté de participer à l'assemblée générale, au plus tard le sixième (6^{ième}) jour calendrier qui précède la date de cette assemblée, par écrit, ou si l'avis de convocation l'autorise, par voie électronique, à l'adresse indiquée dans l'avis de convocation. Le détenteur d'actions dématérialisées produit (ou fait produire) au plus tard le même jour, une attestation délivrée par le teneur de comptes agréé ou par l'organisme de liquidation certifiant le nombre d'actions dématérialisées inscrites au nom de l'actionnaire dans ses comptes à la Date d'Enregistrement, pour lesquels l'actionnaire a déclaré vouloir participer à l'assemblée générale.

b) Mandats et procurations

Les actionnaires peuvent prendre part aux assemblées et y voter, en personne ou par mandataire, que ce dernier soit actionnaire ou non.

Sauf dans les cas autorisés par le Code des sociétés, l'actionnaire ne peut désigner, pour une assemblée générale donnée, qu'une seule personne comme mandataire.

La désignation d'un mandataire par un actionnaire intervient par écrit ou par un formulaire électronique et doit être signée par l'actionnaire, le cas échéant, sous la forme d'une signature électronique conformément aux dispositions légales applicables. La notification de la procuration à la société doit se faire par écrit. Cette notification peut également être assurée par voie électronique à l'adresse indiquée dans la convocation. La procuration doit parvenir à la société au plus tard le sixième (6^{ième}) jour qui précède la date de l'assemblée générale.

c) Formalités d'accès

Avant l'assemblée, les actionnaires ou leurs mandataires sont tenus de signer une liste de présence indiquant leurs nom, prénom(s), profession et domicile ou siège social, ainsi que le nombre d'actions avec lequel ils prennent part à l'assemblée.

Les représentants des actionnaires personnes morales doivent remettre les documents établissant leur qualité d'organe ou de mandataires spéciaux.

Les personnes physiques qui prennent part à l'assemblée en leur qualité d'actionnaires ou de mandataires sociaux ou spéciaux doivent justifier de leur identité.

Article 18.- Tenue des assemblées.

La réunion est présidée par le président du conseil d'administration ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, un vice-président ou, à défaut, par un administrateur désigné au préalable par le conseil d'administration ou, à défaut, par les autres administrateurs présents. Le président de la réunion désigne le secrétaire, qui ne doit pas être actionnaire. Si le nombre des participants à l'assemblée le justifie, il choisit deux scrutateurs parmi les actionnaires ou leurs représentants.

En toutes matières, sauf dans les cas où la loi en dispose impérativement autrement, l'assemblée statue à la majorité des votes exprimés.

Quels que soient les points à l'ordre du jour, le conseil d'administration ou le bureau de l'assemblée générale (statuant à la majorité) a le droit de proroger toute assemblée générale ordinaire ou toute autre assemblée générale des actionnaires. Il peut user de ce droit à tout moment, mais seulement après l'ouverture des débats. Sa décision doit être notifiée à l'assemblée avant la clôture de la réunion et

mentionnée au procès-verbal. Cette notification emporte de plein droit annulation de toutes décisions quelconques adoptées au cours de la réunion, Une nouvelle assemblée générale devra être tenue cinq semaines plus tard avec le même ordre du jour. Les formalités d'admission devront à nouveau être effectuées dans les conditions et délais déterminés par l'article 17 des statuts,

Les procès-verbaux sont signés par le président de la réunion, le secrétaire, les scrutateurs et les actionnaires ou leurs représentants qui en font la demande, Les copies ou extraits sous seing privé, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par deux administrateurs ou par un délégué à la gestion journalière, Les expéditions à délivrer aux tiers sont signées par deux administrateurs.

Article 19.- Votes aux assemblées.

Les votes se font à main levée, par appel nominal, par bulletins signés ou sous forme électronique.

Pour autant que le conseil d'administration ait prévu cette faculté dans l'avis de convocation, tout actionnaire est autorisé à voter à distance avant l'assemblée générale, par correspondance ou sous forme électronique, au moyen d'un formulaire établi et mis à la disposition des actionnaires par la société.

Ce formulaire contient les mentions suivantes :

-les nom, prénom(s) ou dénomination sociale de l'actionnaire, son domicile ou siège social;

-la signature de l'actionnaire, le cas échéant, sous la forme d'une signature électronique qui répond aux prescrits légaux;

-le nombre de voix que l'actionnaire souhaite exprimer à l'assemblée générale et la forme des actions détenues;

-l'ordre du jour de l'assemblée générale avec l'indication des sujets à traiter et les propositions de décisions;

-le sens du vote ou l'abstention sur chaque proposition;

-le délai dans lequel le formulaire de vote à distance doit parvenir à la société,

En ce qui concerne le vote à distance par correspondance, il ne sera pas tenu compte des formulaires non parvenus à la société au plus tard le sixième (6^{ième}) jour calendrier qui précède la date de l'assemblée,

En ce qui concerne le vote à distance sous forme électronique, si celui-ci est autorisé dans l'avis de convocation, les modalités suivant lesquelles l'actionnaire peut voter sous cette forme sont définies par le conseil d'administration, qui veille à ce que le système utilisé permette d'introduire les mentions visées au troisième paragraphe de l'article 19, de contrôler le respect du délai de réception prescrit à la fin du présent paragraphe et de contrôler la qualité et l'identité de l'actionnaire, Le vote sous forme électronique peut être exprimé jusqu'au jour qui précède l'assemblée,

L'actionnaire qui vote à distance, par correspondance ou sous forme électronique, est tenu d'accomplir les formalités d'enregistrement et de notification visées à l'article 17 des statuts.

Article 20.- Inventaire et comptes annuels.

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année, A la fin de chaque exercice social, le conseil d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels, conformément à la loi.

Lors de l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires entendent le rapport de gestion des administrateurs et le rapport des commissaires, et discutent le bilan, conformément à la loi. Le conseil d'administration procède ensuite aux formalités de dépôt et de publication requises par la loi.

Article 21.- Répartition du bénéfice - Dividendes.

Sur les bénéfices nets, il est fait ordinairement un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve, ce prélèvement cessant d'être obligatoire lorsque ce fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires décide de l'affectation à donner au solde. Le conseil d'administration peut, en cours d'exercice, décider de distribuer un acompte sur le dividende, conformément à la loi. Le paiement des dividendes et acomptes sur dividende se fait aux dates et aux endroits désignés par le conseil d'administration.

Article 22.- Liquidation.

Dans tous les cas de dissolution, le mode de liquidation est déterminé et la liquidation a lieu conformément à la loi.

Article 23.- Attribution de compétence et élection de domicile.

Toutes contestations relatives aux affaires de la société entre la société et ses administrateurs, liquidateurs, commissaires ou actionnaires, sont de la compétence exclusive des tribunaux de Bruxelles.

Les administrateurs et liquidateurs domiciliés à l'étranger sont censés, même après l'expiration de leur mandat, élire domicile au siège social, où la société peut valablement leur faire toutes notifications et significations relatives à l'exercice de leur mandat.

Article 24.- Dispositions transitoires.

A titre transitoire, tant que n'est pas réalisé intégralement le regroupement d'actions décidé par l'assemblée générale du vingt-six juillet mil neuf cent quatre-vingt-neuf, chaque action issue d'un regroupement de dix actions anciennes et de la division par cinq approuvée le cinq février deux mille huit donne droit à deux voix, et chaque action ancienne qui n'a pas été regroupée donne droit à une voix lors des assemblées générales. Chaque action ancienne qui n'a pas été regroupée donne droit à la moitié de l'attribution qui sera faite à une action en cas de répartition des bénéfices ou d'actifs. Sous ces réserves, toute référence statutaire aux actions vise également les actions anciennes.